



DEPARTEMENT Seine-et-Marne
CANTON Champs-sur-Marne
COMMUNE Champs-sur-Marne

**OBJET : REGLEMENTATION TEMPORAIRE DE CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT RUE DE PARIS POUR DEMONTAGE DE GRUE**

**Le Maire de Champs-sur-Marne,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.2212-2 et L.2213-1,

**VU** le Code de la Route, notamment les articles R.411-8 et R.411-25,

**VU** le Code de la Voirie Routière,

**VU** l'Arrêté Interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

**VU** l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière d'août 2009,

**VU** l'Arrêté municipal n°49 en date du 06 mars 2008 relatif à la coordination des travaux de voirie,

**VU** la demande de l'entreprise P et B CONSTRUCTION pour le compte de l'entreprise RESIDENCE DE CHAMPS en date du 30 janvier 2024 d'arrêté réglementant la circulation et le stationnement pour démontage d'une grue, rue de Paris, le 21 février 2024,

**CONSIDERANT** que dans le cadre de ses pouvoirs de police, le Maire est chargé du bon ordre, la sécurité, la tranquillité et la salubrité publiques ainsi que de la circulation et du stationnement,

**CONSIDERANT** que le démontage d'une grue, rue de Paris, effectué par l'entreprise P et B CONSTRUCTION, nécessite une réglementation temporaire de la circulation et du stationnement afin d'assurer la sécurité des usagers et une bonne conservation du domaine public,

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : Le 21 février 2024, entre 9h00 à 18h00, rue de Paris, entre la rue Paul Bert et le chemin du Luzard :

- La circulation automobile sera interdite, avec la mise en place de deux déviations,
  - a) La circulation sera conseillée par** avenue Victor Hugo, chemin du Canal et rue Paul Bert entre l'avenue Victor Hugo et la rue Paul Bert ;
  - b) Les lignes 220 de la RATP et 100 de Transdev** seront déviées dans les 2 sens de circulation par le cours des deux Parcs, cours du Luzard, chemin de la Fontaine aux Coulons, route de Malnoue, rue d'Alsace,
- Des hommes trafics seront présents pour assurer la sécurité,
- Le stationnement sera interdit des deux côtés de la chaussée,
- La circulation des piétons devra être assurée en permanence et en sécurité,
- Le dépôt de matériel ou de matériaux est interdit sur le domaine public ;

**ARTICLE 2** : L'entreprise P et B CONSTRUCTION prendra toutes les dispositions de façon à réduire toute gêne pour le passage des véhicules de secours, des véhicules de transports en commun et des véhicules de collecte des déchets ménagers ;

**ARTICLE 3** : La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière sera mise en place 48h00 avant par l'entreprise P et B CONSTRUCTION, et maintenue de manière opérationnelle pendant toute la durée de l'intervention ;

**ARTICLE 4** : Le présent arrêté n'est opposable aux usagers qu'une fois la mise en place de la signalisation réglementaire prévue par l'arrêté interministériel en vigueur ;

**ARTICLE 5** : Toute contravention au présent Arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur, notamment tout arrêt ou stationnement d'un véhicule en infraction avec cette interdiction sera considéré comme gênant au sens de l'article R.417-10 du Code de la Route ;

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'application du présent arrêté qui sera inscrit au Registre des Arrêtés, et dont l'ampliation sera transmise à :

- Monsieur le Commissaire de Police de Torcy,
- SIETREM,
- RESIDENCE DE CHAMPS,
- P et B CONSTRUCTION,
- RATP,
- TRANSDEV.

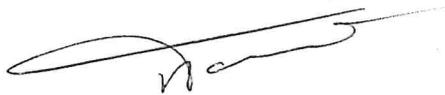
Fait à Champs-sur-Marne, le 31 janvier 2024

Le Maire certifie que le présent extrait conforme au  
Registre des Arrêtés, dispensé de transmission au représentant  
De l'Etat, a été publié le :

05/02/2024

Qu'il est donc exécutoire à compter de cette date.

Le Maire,



Maud TALLET



Le Maire,



Maud TALLET



Le présent acte administratif peut être contesté par voie de recours devant le tribunal administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat et/ou de sa publication ou notification.  
Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique télé-recours citoyen accessible sur le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)